

# POSTULAT

<b>Auteur</b>	UDC, par Jérôme Desmeules
<b>Objet</b>	Etudier les possibilités du blockchain pour améliorer l'efficacité de notre Etat et nous positionner comme leader technologique
<b>Date</b>	12.12.2017
<b>Numéro</b>	1.0245

---

Les technologies liées au Blockchain font l'objet de toutes les attentions dans les médias internationaux. Le bitcoin en est l'application la plus connue, mais c'est loin d'être la seule.

La décentralisation du stockage des données et des transactions, le fait que tous les acteurs du système en deviennent aussi les propriétaires et la transparence des transactions introduisent une révolution dans l'exploitation des systèmes informatiques puisqu'elles permettent, avec une fiabilité inconnue jusqu'alors, de garantir l'authenticité de transactions et la quasi impossibilité de les falsifier.

Les opportunités pour un état ou une collectivité peuvent être énormes. Par exemple:

- Mise en place d'un système de vote électronique, qui pourrait devenir enfin sûr.
- Digitalisation et automatisation du registre foncier
- Mise en œuvre d'une grille de réseau électrique distribuée permettant la vente directe d'électricité entre les acteurs du réseau – avec la possibilité pour les ménages qui génèrent leur propre électricité de la revendre directement
- Authentification de signatures électroniques
- Création d'une cryptomonnaie permettant un échange direct entre l'Etat et d'autres collectivités, en encourageant les échanges locaux et en s'affranchissant des organismes bancaires.
- etc.

On dit du blockchain qu'il peut être pratiquement implémenté pour, principalement, 4 catégories d'activités:

- Vérification: Licences, preuves d'enregistrements, transactions, processus et événements. Est-ce que cet événement a eu lieu ? Est-ce que ce service a été effectué sur un actif donné? La personne qui l'a effectué avait-elle les droits de le faire?
- Mouvements d'actifs: Transfert d'argent d'une entité à une autre. Permettre des paiements directs et automatisés lorsqu'une condition a été remplie.
- Propriété: Registre cadastraux et de propriété
- Identités: Un Etat peut émettre une identité électronique permettant à ses citoyens d'interagir de manière sûre avec l'Etat. Cette identité leur permettrait, de manière similaire à un passeport, d'utiliser des services et de droits de manière sécurisée.

De telles réflexions pourraient être menées en coopération avec le monde académique, avec notre HES, et nous positionner comme leaders, au moins en Suisse. Si le grand public n'entend parler du blockchain que depuis récemment, la technologie a déjà 10 ans avec l'arrivée du Bitcoin en 2008, et bénéficie donc d'une certaine maturité, au-delà d'un effet de mode.

## Conclusion

Par ce postulat, il est demandé au Conseil d'Etat de travailler sur les opportunités liées au blockchain ou technologies analogues, d'élaborer une stratégie digitale visionnaire et de proposer la mise en œuvre de projets réalistes avec une forte valeur ajoutée.